

ALERTE HIER SOIR A PARIS. — L'ALLEMAGNE EN GUERRE AVEC LA RUSSIE

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.652. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON.

Lundi
18
FÉVRIER
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 1500
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 38 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. — Tél. : Cent. 80-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL BRITANNIQUE DÉMISSIONNAIRE ET SON SUCCESSEUR



LE GÉNÉRAL SIR WILLIAM ROBERTSON

L'extension des fonctions du représentant militaire permanent, décidée par le Conseil supérieur de la guerre, lors de la dernière conférence de Versailles, a nécessité une limitation des pouvoirs spéciaux jusqu'ici exercés par le chef de l'état-major général britannique. Dans ces conditions, on a offert au général sir William Robertson le choix de devenir représentant militaire de l'Angleterre au Conseil supérieur de guerre de



LE GÉNÉRAL SIR HENRY WILSON

Versailles ou de conserver son poste de chef d'état-major général dans les conditions nouvelles. Le général Robertson a préféré donner sa démission, qui fut acceptée. On a déjà dit qu'il avait fourni au colonel Repington certains renseignements pour les articles de celui-ci, actuellement incriminés. Le général Wilson, on le sait, remplace le général Robertson. Il était jusqu'à ce jour délégué au Conseil interallié de Versailles.

L'ALLEMAGNE RENTRE EN GUERRE AVEC LA RUSSIE AUJOURD'HUI A MIDI

Ce sont nos ennemis qui annoncent, dans leur communiqué, cette nouvelle attendue depuis la fin des pourparlers de Brest-Litovsk.

DANS QUELLE MESURE LE GOUVERNEMENT DE VIENNE S'ASSOCIERA-T-IL AUX OPÉRATIONS PROJETÉES A BERLIN ?

THEATRE ORIENTAL DE LA GUERRE. — Front de la grande Russie. — L'armistice expire le 18 février, à midi. (Communiqué officiel allemand.)

L'Allemagne annonce officiellement que, l'armistice ayant expiré, sans que la paix ait été conclue, l'état de guerre reprendra aujourd'hui à midi.

On s'attendait à cette nouvelle depuis que les pourparlers de Brest-Litovsk s'étaient terminés sans apporter de solution. Mais la certitude, désormais acquise, qu'il y a des tâches nouvelles à accomplir sur le front russe ne pourra manquer d'exercer sur les masses allemandes un effet déprimant.

Il sera plus difficile encore de convaincre les populations autrichiennes de reprendre le fardeau de la guerre. Si le gouvernement de Vienne se désintéresse, comme il l'a fait, du front Nord, il a du moins avec l'Ukraine une frontière commune et des engagements. Pour que la paix signée avec la Russie ne soit pas illusoire, il va falloir intervenir militairement.

De leur côté, les maximalistes sont résolus à s'emparer des approvisionnements de céréales qui se trouvent en Pologne-Russie et que les Austro-Allemands convoitent. C'est donc là d'abord qu'on doit s'attendre à de prochaines rencontres entre les gardes rouges et les troupes impériales. Cette guerre nouvelle pourra être appelée à bon droit la « guerre du pain ! »

Pourquoi l'Allemagne reprend sa liberté d'action

BALE, 17 février. — On mande de Vienne : Officiel. — Dans sa déclaration connue du 10 février, M. Trotsky a annoncé pour la Russie la fin de l'état de guerre et la démobilisation, mais il a refusé en même temps de signer un traité de paix. Il a refusé de participer à une séance plénière qui était proposée et dans laquelle les décisions de la Quadruple Alliance devaient être communiquées, et il a rompu les pourparlers.

Il va sans dire que cette déclaration russe unilatérale ne met pas fin à l'état de guerre en le remplaçant par un état de paix, mais que le refus de signer un traité a rendu plutôt impossible le rétablissement de la paix.

Le traité d'armistice du 15 décembre 1917 avait été conclu, comme l'introduction de ce traité le dit expressément, dans le but de conduire à la paix. En renonçant à la paix, la Russie bolcheviste a renoncé aussi à la continuation de l'armistice. Cette renonciation doit être considérée comme une dénonciation.

Le gouvernement impérial constate donc que le gouvernement de Petrograd, par son attitude, a dénoncé virtuellement l'armistice. Cette dénonciation est considérée comme ayant été faite le 10 février.

Le gouvernement allemand doit donc se réserver, après l'expiration du délai de sept

jours fixé dans le traité d'armistice, entière liberté d'action dans toutes les directions.

L'Autriche ne veut pas participer aux opérations contre la Russie

BERNE, 17 février. — D'après les dernières nouvelles parvenues à Berne, on peut affirmer qu'à partir de demain l'état-major allemand entreprendra une série d'opérations militaires destinées à la fois à défendre les puissances centrales contre la contagion maximaliste, et leur permettre de régler à leur guise le sort des territoires russes occupés.

Dans quelle mesure le gouvernement de Vienne s'associera-t-il aux opérations projetées à Berlin ? Il semble à cet égard qu'un parfait accord ne soit pas encore réalisé. Vienne qui attache une importance spéciale à la paix conclue avec l'Ukraine, s'associera à toute mesure permettant aux puissances centrales de mettre la main sur le grenier ukrainien.

Il semble par contre que le gouvernement autrichien, pour des raisons diplomatiques, ne désire pas donner à ses peuples l'impression que la guerre avec la Russie reprend. Il ne s'associera donc nullement aux opérations que l'Allemagne semble projeter dans les provinces du nord, Estonie et Courlande.

D'ailleurs, une note du Bureau de Correspondance viennois laisse croire que ces hostilités seraient conduites par l'Allemagne seule.

Les maximalistes lancent une proclamation contre le gouvernement allemand

STOCKHOLM, 17 février. — Le gouvernement maximaliste adresse une proclamation qui est intitulée : « Comment le gouvernement allemand trompe le peuple allemand », et qui est ainsi conçue :

A tous : Le gouvernement allemand fait répandre la nouvelle que le commandant en chef Krikenko aurait été arrêté par les contre-révolutionnaires des régions polonaises ; il sait qu'il n'en est rien, mais il ne laisse passer aucune rectification.

Le gouvernement allemand fait répandre la nouvelle que les troupes révolutionnaires auraient été battues à Kief par la Rada capitaliste de l'Ukraine. Il sait pertinemment que c'est là un mensonge, mais il ne laisse passer aucune rectification, dans la presse allemande, afin de présenter au peuple allemand comme un point acquis la paix mensongère conclue avec la Rada.

Il ment en disant qu'il fera fournir par l'Ukraine du pain aux populations affamées de l'Autriche.

Soldats allemands ! Fermez au gouvernement allemand sa bouche de mensonge. Envoyez au diable ceux qui vous ont trompés pour vous mener les yeux bandés sur les champs de bataille. (Havas.)

LE SUCCESSION DU GÉNÉRAL ROBERTSON EST UN ÉMINENT STRATÈGE

C'est aussi un homme de sport, joueur de polo légendaire et un champion de tennis imbattable.

Le nouveau chef d'état-major anglais est une personnalité trop universellement sympathique à Paris pour qu'il m'ait été difficile de trouver à me renseigner sur lui auprès de ses amis.

Le général Wilson a, en effet, habité Paris à plusieurs reprises, notamment avant la guerre. A ce moment, il partageait son temps entre le grand état-major français, auprès duquel il était accrédité par lord Haldane, et les grands cercles, qui se disputaient le gentilhomme.

La carrière militaire de sir Henry Wilson fut brillante et il occupa les plus hautes situations : il fut directeur des opérations militaires au quartier général, puis commandant du Staff College, de 1907 à 1910. Il est chevalier de l'Ordre du Bain. Il fit naturellement des campagnes coloniales, notamment celles de Birmanie et de Sud-Afrique, et ce fut là-bas qu'il gagna son grade de colonel.

Quand la guerre fut déclarée, il était lieutenant général et fut pris par le général French dans son état-major. Ce fut à cette occasion qu'il donna la mesure de ses qualités d'organisateur et d'administrateur, et l'on peut dire qu'il contribua puissamment à la création de la grande armée anglaise. Ses connaissances théoriques et pratiques en font un des plus remarquables stratèges de la Grande-Bretagne.

Comme homme, sir Henry Wilson est le grand seigneur anglais dans toute sa vérité. Très grand, mince, excessivement élégant et jeune, bien que né en 1854, il donne plutôt l'impression d'un diplomate que d'un militaire.

Diplomate, sir Henry Wilson l'est, en effet : lors de ses études à Marlborough College, il s'orientait d'ailleurs vers cette carrière, qu'il abandonna pour suivre celle de l'officier.

Peut-être a-t-il été guidé dans ce choix par son goût pour les sports qui, on le sait, faisaient partie intégrante de la vie de l'officier anglais d'avant la guerre.

Il chassait dans ses belles propriétés de famille en Irlande et dans le Surrey. C'était un joueur de polo légendaire et un champion de tennis imbattable.

Les Parisiens ont pu le voir, avant la guerre, sur le terrain de Bagatelle où il menait son team de façon foudroyante. Disons

encore que cet homme parle toutes les langues, et le français surtout, de façon parfaite. Les allusions les plus fines de nos pièces de théâtre ne lui échappaient pas, et il était capable, nous dit-on, de rimer des couplets de revue en français.

Il est regrettable évidemment qu'un officier aussi éminent ne fasse plus partie du conseil interallié de Versailles car, comme partout, il avait su gagner toutes les sympathies. Mais dans la fonction nouvelle qu'il occupera il rendra les plus grands services à son pays.

Contrairement à son prédécesseur, sir William Robertson, le nouveau chef d'état-major est grand ami de Lloyd George.

On peut se rendre compte, par ces notes rapides, que le gouvernement britannique ne pouvait faire un choix plus agréable aux Français en désignant sir Henry Wilson pour le poste élevé auquel il vient d'être nommé. — J. C.

UN SERMON A NOTRE-DAME

Une assistance nombreuse écoute le Père Janvier exalter la Justice, qui est le « droit de tous ».

Comme par des poternes, par les porches de Notre-Dame, flanqués de gables et de sacs de sable, les fidèles pénétrèrent dans la cathédrale de Dieu. Foule obsédante. Gloireux, béquillants, hésitants, déhanchés, tatonnants... des multitudes garnissent la nef majeure que le radieux soleil du bon Dieu, tamisé par les verrières séculaires, emplît d'une poudre dansante, brisillante, chatoyante de pourpre et d'or.

Précède de la croix d'or, Mgr Amette gagne le banc d'œuvre. Il va s'asseoir, avec humilité, sur un fauteuil doré.

Cependant, en face de la barrette incarnadine, dans la chaire illustre que couronnent



Le R. P. JANVIER

des anges buccinateurs, surgit, moyenâgeux, le Père Janvier. La tête est entièrement noyée dans l'ombre de l'abaque. L'orateur est tout à fait impersonnel... Ce n'est plus un homme, mais un costume. Un damier mouvant de blanc et de noir... Un scapulaire sombre sur une soutane claire... Un dominicain, en un mot. Seules les mains, ardentes, frémissantes, mettent quelque clarté charnelle dans l'ombre mystique.

Après avoir salué, selon le protocole, l'« Eminenceissime Seigneur » qui préside la conférence, et les « messieurs » — on ne dit pas « mes frères » depuis Lacordaire — qui emplissent les cinq neufs, l'orateur entre dans le vif de son sujet : « La Justice et le Droit ».

En est-il de plus tragiquement actuel ? Et quel texte plus opportun à commenter, pendant ce carême de guerre, dans cette insigne basilique, matelassée contre le vandalisme scientifique des Huns, que cette définition thomiste, je crois, de la justice : « Une disposition constante et perpétuelle de la volonté qui nous pousse d'accorder à chacun son droit ».

A chacun son droit ! C'est pour réaliser ce programme humain et divin, que le plus pur sang des peuples arrose la terre, comme l'eau du ciel. C'est pour que fleurisse enfin comme une fleur céleste la justice, c'est-à-dire le droit de tous. Car, proclame l'orateur sacré, pieusement néologiste, la justice est essentiellement altruiste.

Par la justice, en effet, nous sortons de nous-mêmes... Nous nous évadons de l'égoïsme étroit... Nous devenons les champions du droit.

Ici, malgré la réserve évidente que s'impose l'orateur sacré de ne point évoquer dans la chaire de vérité la vision des injustices allemandes, l'allusion devient transparente.

Et la leçon se poursuit, austère, patriotique... car le Père Janvier est moins un orateur qu'un professeur. D'avoir été longtemps maître des novices, il a gardé le tour scolastique, le goût des divisions, des subdivisions. Son style est rude, sobre.

Si, d'aventure, quelque oisif est venu ici espérer entendre un orateur de théâtre, un discoureur romantique, il doit être bien déçu. Dans la chaire d'humilité, le Père Janvier est humblement dogmatique. Il n'improvise pas : il récite.

Toutefois, sur la fin de sa grave et patriotique leçon, évoquant le triomphe de cette justice éternelle comme Dieu, le professeur s'anime... Il est presque lyrique quand il objurge les cieux avec l'invocation du prophète Isaïe, si bien traduite par notre grand Racine.

Cieux, répandez votre rosée ! Et que la terre enfante son Sauveur !

Béquillants, hésitants, déhanchés, tatonnants, reconfortés, les glorieux mutilés sortent de Notre-Dame par les poternes matelassées.

Dans la radieuse lumière, la belle cathédrale exalte sa forêt de pinacles, de clochetons... Nef mystique, avec ses mâts crucifiés, elle semble réaliser ce bateau qui brave tous les orages, le bateau des armées parisiennes.

Jean-Jacques BROUSSON.

LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE A TENU SA PREMIÈRE RÉUNION

MM. Vandervelde, Henderson, Macdonald, Thomas et Huysmans font un éloquent appel à l'union des démocraties de l'Entente.

AU PREMIER VOTE LES MAJORITAIRES ET LES CENTRISTES L'EMPORTENT SUR LES MINORITAIRES ET LES KIETHALIENS

A la « Bellevilloise », rue Boyer, tout en haut de Ménilmontant, s'est ouvert, hier matin, le Conseil national du parti socialiste.

L'ordre du jour de ces réunions portait :

1^{re} Budget du Parti (1918) ;
2^o Conférence socialiste interalliée ;
3^o Action générale du Parti et application des résolutions du Congrès de Bordeaux, notamment en ce qui concerne : a) les mesures pour unifier l'action parlementaire du Parti pendant la guerre ; b) la préparation du nouveau régime électoral ;
4^o Soumission à la ratification du bureau élu par la C.A.P.

Annulée pour neuf heures, la réunion d'ouverture ne commença guère qu'à dix heures un quart. Le quartier est assez éloigné du centre, aussi les délégués en retard ont une excuse.

Les journalistes ne sont pas admis à la réunion, mais ils ont accès, en bus, au café de la Bellevilloise, où, entre deux discours, viendront converser les délégués.

Là, l'assistance est bigarrée. Il y a des militants de tout âge. De jeunes minoritaires, en complet et pardessus de bonne coupe, voisinent avec les vétérans de l'Internationale : longues barbes, chapeaux à larges bords et lavaliers traditionnelles. Très peu d'uniformes, cette fois ; quelques citoyens, dont les allures décidées indiquent qu'ils ne sont pas venues là pour flirter.

Mais voici les leaders du parti : M. Albert Thomas, dont le regard brille derrière les lunettes ; M. Marcel Sembat, à la voix claironnante ; M. Marcel Cachin, M. Renaudel qui a « du poumon », suivant l'expression du citoyen Rappoport, et le prouvera l'après-midi ; MM. Bedouce, Théodore Dron, puis MM. Raffin-Dugens, Mistral et le flot des minoritaires.

Dans la salle, emplit de brouhaha des discussions, ces derniers sont particulièrement bruyants. Ils sont assurés de l'emporter, du moins le disent-ils. Dans un groupe, le citoyen Rappoport, tout fier de la publicité que lui a valu sa demande de poursuites contre M. Maurice Barrès, expose le résultat de ses laborieux pointages.

Un peu après dix heures, une puissante limousine conduite par un soldat belge stoppe devant la Bellevilloise, faisant sensation dans le quartier. C'est M. Vandervelde, ministre d'Etat belge et président du Bureau socialiste international. On commence pres que aussitôt.

LA SÉANCE DU MATIN

M. Marcel Cachin, député de Paris, préside la séance d'ouverture. M. Emile Vandervelde, qui a le premier la parole, débute par un hommage ému au patriotisme et à la fermeté socialiste de son ami Camille Huysmans, secrétaire du Bureau socialiste international. Puis il envisage la situation présente.

M. Vandervelde est un bel orateur. Aussi son succès est-il très vif.

Il constate que la misère grandit tandis que les privations augmentent. C'est ce qui, selon lui, rend les aspirations à la paix de moins en moins compréhensibles et explique le succès des minoritaires dans tous les pays.

Le ministre d'Etat belge dit que le nombre de ceux qui, de l'un et de l'autre côté, commencent à croire qu'une décision sur les champs de bataille est possible tend à diminuer. Les classes ouvrières en viennent ainsi à compter moins sur les gouvernements que sur elles-mêmes pour résoudre les formidables problèmes posés par la guerre. D'où, dit-il, les efforts grandissants pour reprendre les relations internationales.

M. Vandervelde montre le danger imminent de ces tendances :

— N'agissant avec efficacité et vigueur réelles que dans les démocraties de l'Entente, dit-il, elles ne peuvent combattre les menées impérialistes des empires centraux.

Abordant la question de la conférence de Londres, M. Vandervelde adjure les grandes organisations ouvrières des pays alliés de se mettre d'accord entre elles sur ce qui constitue à la fois leurs buts de guerre et les conditions d'une paix démocratique.

Cet accord réalisé, s'écrit-il, il faudra se tourner vers la démocratie des pays centraux et la mettre en demeure de définir la paix démocratique et de se prononcer pour elle contre le kaiser et non pas pour le kaiser contre elle. Si les socialistes des empires centraux refusaient de s'opposer à l'impérialisme, on ne pourrait envisager une conférence internationale qui n'aboutirait qu'à une lamentable et démoralisante conclusion.

Après avoir évoqué, en termes émouvants, les souffrances du prolétariat belge, M. Vandervelde conclut par l'affirmation que l'Internationale ne peut être restaurée que par la victoire de la démocratie et de la liberté.

Les autres délégués étrangers qui doivent prendre la parole ne sont pas encore arrivés. On en profite pour expédier le rapport financier du parti dont lecture est donnée par M. Henri Sellier. Vingt-sept parlementaires sont en retard dans le paiement de leurs cotisations pour des sommes variant entre 400 et 3.600 francs. Un député doit même 3.800 francs à la caisse du parti. On devine les récriminations que provoque l'exposé de ces faits.

L'assemblée décide, d'autre part, que la question du journal l'Humanité, organe officiel du parti, sera inscrite en tête de l'ordre du jour du prochain conseil national.

Entre temps, les délégués anglais, MM. Henderson, Ramsay Macdonald, Sidney Webb et M. Thomas, secrétaire général du Labour Party, sont arrivés. Ils prennent tour à tour la parole.

M. Henderson affirme que sur la question d'Alsace-Lorraine les socialistes anglais adopteront sans réserve la solution indiquée par leurs camarades français. M. Ramsay Macdonald déclare que seule l'Internationale peut apporter des formules et des réalisations de paix durable. M. Thomas évoque les sacrifices consentis par la classe ouvrière anglaise en faveur de la cause du droit :

— Mais, dit-il, cette même classe ouvrière fera en faveur de la paix les mêmes efforts qu'elle a déjà produits pour une guerre qui n'a pas cessé de lui paraître juste.

Tous trois adressent d'ailleurs un vibrant appel à l'union des socialistes français sur les bases indiquées par le memorandum de Londres.

M. Camille Huysmans monte à la tribune au milieu des acclamations. Envisageant le problème de la paix, il se prononce contre toute guerre économique du lendemain qui aboutirait à un nouveau conflit. Il aborde ensuite la question de l'Alsace-Lorraine.

L'Alsace-Lorraine, s'écrit-il, n'est pas à proprement parler une question française, c'est plutôt une question européenne, une question mondiale même, car la paix générale dépend entièrement de la solution qui lui sera donnée ; les Empires centraux devront être amenés à la considérer comme telle. Mais quel que soit, conclut-il, notre désir d'aboutir à la fin du conflit, nous n'accepterons jamais une paix d'humiliation, parce que la lâcheté n'est pas une vertu socialiste.

Les délégués italiens, qui devaient également prendre la parole, n'étant pas arrivés, la séance est levée à midi.

UNE COMMISSION DES RÉSOLUTIONS EST NOMMÉE

La séance de l'après-midi, que préside M. Mistral, minoritaire, est consacrée à une discussion de procédure.

M. Bedouce, centriste, présente en effet une proposition tendant à la nomination d'une commission des résolutions chargée d'examiner les motions en présence.

Soutenue par MM. Renaudel et Sellier, cette motion est combattue par MM. Longuet et Delépine, minoritaires.

M. Delépine demande que cette commission n'ait d'autre mandat que de discuter les propositions soumises à la Conférence interalliée de Londres, et que ses débats soient publics. Une motion, qui traduit cette proposition, est déposée par M. Froissard.

Au vote, majoritaires et minoritaires se complètent pour la première fois. La motion de M. Bedouce est adoptée par 1.500 mandats. Celle des minoritaires en recueille 1.350. Une motion de M. Lorient, kienthalien, hostile à toute entente, en obtient 131.

On désigne, dès lors, les membres de la commission des résolutions : MM. Albert Thomas, Renaudel, Marcel Cachin, Varent et Bedouce, majoritaires ; MM. Mistral, Longuet, Bourderon, Paul Faure, minoritaires, et M. Lorient, kienthalien. Le Conseil national s'ajourne ensuite à ce matin.

Ajoutons que l'impression générale est que le Conseil national aboutira à l'adoption d'une formule d'entente concluant à une demande de passeports pour une conférence internationale, d'accord avec les socialistes belges, anglais et italiens.

Les « Gothas » sur Londres

La population n'a témoigné aucune émotion

LONDRES, 17 février. — Officiel (minuit 10). — Une escadrille ennemie a traversé la côte du Kent de l'estuaire de la Tamise, ce soir, un peu avant dix heures et s'est dirigée vers Londres.

Le raid continue. Jusqu'ici on ne signale qu'une seule bombe lancée à Londres.

Londres, 17 février. — Le signal d'alarme sur le nouveau raid des avions allemands fut donné vers 9 h. 45 : les habitants qui, à ce moment, étaient hors de chez eux cherchèrent immédiatement un refuge, mais personne ne quitta les théâtres ni les salles de concert avant la fin de la représentation. Les chemins de fer et les tramways continuèrent à circuler.

A 11 heures et demie, les gares du chemin de fer souterrain étaient encombrées par une foule de voyageurs qui désiraient rentrer chez eux ; la population est demeurée très calme.

50 CENTIMES LA LEÇON D'ANGLAIS par correspondance aux Soldats & S.-O. — PIERRE, rue Alcool 53 à PARIS



L'ARRIVÉE DES DÉLÉGUÉS A LA « BELLEVILLOISE »

Voici, de gauche à droite : 1^{er} MM. RENAUDEL et LONGUET, délégués français ; 2^o MM. SYDNEY WEBB, J.-H. THOMAS, HENDERSON et RAMSAY MACDONALD, délégués britanniques ; 3^o MM. VOLKAERT et VANDERVELDE, délégués belges.

LES CONTES D'EXCELSIOR

MICHUT

PAR LÉON GROG

Lorsque Pierre Loisy rentra de son bureau, ce jour-là, il trouva sa femme, d'ordinaire alanguie et neurasthénique, tout animée et toute rieuse. Il ne s'en réjouit point franchement, se méfiant vaguement de cette satisfaction insolite et se demandant quelle lubie nouvelle venait d'éclorre dans le petit cerveau bizarre et compliqué de sa Jacqueline.

Celle-ci, au surplus, ne lui cacha pas longtemps les causes de sa belle humeur :

— Imagine-toi, mon chéri, que je vais avoir un chien.

— Un chien ?

— Oui... Oh ! il y a longtemps que j'en avais envie, mais je n'osais pas te le dire : tu es si contrariant !

Elle ponctua d'un soupir cette ahurissante déclaration, tandis que Pierre, qui avait coutume d'obéir passivement à toutes les volontés de sa femme, levait les yeux au ciel, comme pour le prendre à témoin d'une si insigne mauvaise foi.

Cependant, Jacqueline, poursuivant son discours, racontait qu'une amie à elle avait trouvé dans la rue un chien, non pas, certes, abandonné — il était trop beau pour cela ! — mais assurément perdu. L'amie, ayant recueilli la pauvre bête et lui cherchant de bons maîtres, avait pensé aux Loisy.

— C'est un fox ? demanda timidement Pierre.

— Ah ! non ! tu sais bien que j'ai horreur des petits chiens, répondit sèchement Jacqueline. C'est un terre-neuve, un magnifique terre-neuve, avec des grosses pattes et une tête énorme. Il est bien haut comme la table... Regarde le beau collier que je lui ai acheté. Il couchera dans l'entrée et je l'appellerai Michut... Quoi ?... Ce n'est pas un nom de chien ?

Pierre, qui n'avait eu garde d'émettre la moindre objection quant au nom proposé — ou plutôt imposé — par Jacqueline, s'empêcha de déclarer que Michut était parfaitement un nom de chien.

Là-dessus, sa femme, ayant cru surprendre dans cette affirmation une pointe d'ironie, l'accusa tout net de la tyranniser, de ne vouloir rien faire pour lui être agréable, et conclut, d'un air de martyre, qui d'ailleurs seyait fort bien à sa ravissante figure :

— C'est bien, mon ami : puisque vous n'en voulez pas, j'y renonce, à ce pauvre Michut !

Et Pierre dut se défendre énergiquement d'avoir eu une telle pensée et affirmer qu'il était au contraire enchanté, positivement enchanté, de voir son petit appartement envahi par un gros terre-neuve...

Mais, quand il se trouva en tête-à-tête avec la grosse Julie, qui tenait dans le ménage Loisy l'office de bonne à tout faire, le maître et la servante se considérèrent avec consternation :

— Il va salir mon parquet, murmura Julie.

— Et il me fera avoir des ennuis avec la concierge, renchérit Pierre.

— Il nous donnera des puces...

— Et il mangera comme quatre...

— Enfin ! puisque Madame le veut ! se résigna Julie, qui savait bien que c'était « Madame » qui commandait.

Ce fut dans ces conditions que Michut fit son entrée chez les Loisy.

Le premier jour, Jacqueline prépara elle-même la pâtée de Michut, l'appela le « petit chien-cien à sa mère », et le bourra de sucre, au grand scandale de Julie, qui, pour avoir rappelé que les cartes de sucre de décembre n'étaient pas valables, se fit vertement rabrouer.

Le second jour, la petite madame Loisy sortit fièrement avec Michut ; celui-ci se conduisit comme un voyou, se roulant dans tous les ruisseaux et se battant avec tous ses congénères, ce dont sa maîtresse conçut quelque impatience. La pluie se mettant à tomber, Jacqueline se dirigea machinalement vers le Métro : la pensée de Michut l'arrêta. Il fallut donc prendre un taxi, après en avoir séduit le conducteur par l'offre de sommes considérables, ce qui fit traiter Jacqueline de « nouvelle riche » par une femme que le même chauffeur refusait de charger... Du coup, « le petit chien-cien à sa mère » devint « Michut » tout court.

Le lendemain, Jacqueline s'avisa que le terre-neuve sentait mauvais et le considéra d'un regard dénué de tendresse. Ayant des courses à faire, elle sortit sans lui, et voici qu'à son retour elle s'aperçut qu'il avait souillé le tapis du salon !

— Quelle horreur ! clama-t-elle, et, comme son mari rentrait, elle lui cria d'une voix aiguë :

— Emmène cette sale bête !... Je ne veux pas qu'elle reste une minute de plus ici !... Je ne sais pas comment tu as osé l'introduire chez moi, sachant que je ne peux pas souffrir les chiens !

Pierre la regardant avec des yeux ronds, elle se mit à sangloter qu'elle était trop malheureuse et qu'elle voulait retourner chez sa mère.

Et ce fut lui qui, finalement, pour avoir la paix, dut s'excuser.

Léon GROG.

OBESITÉ
LIN-TARIN
CONSTIPATION

ON DEMANDE deux conducteurs de camions automobiles à adresser à la Papeterie de la Seine, avenue de la République, à Nanterre.

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATINLA GUERRE CIVILE
SE POURSUIT EN RUSSIE

Petrograd est en proie au pillage ; la lutte continue en Finlande sans résultat appréciable.

PETROGRAD, 17 février. — Les pillages continuent. Six expéditions contre des cercles privés ont rapporté aux bandits, en deux nuits, quarante, cinquante, quatre-vingts, deux cents, six cents et mille roubles. Une attaque contre les Usines métallurgiques du Nord, qui possédaient quinze cent mille roubles destinés au paiement des ouvriers, a échoué après une fusillade de deux heures. Les magasins, les douanes ou entrepôts de vins et d'alcools ont été pillés ou incendiés. La lutte dura quinze heures ; il y a eu vingt-cinq victimes.

Le caissier du journal hebdomadaire *Nevo*, revenant de la poste avec 2.000 roubles, a été assassiné en plein jour. L'un des assassins, pris par les soldats, a été tué à coups de revolver par un marin.

Les nouvelles de la province sont rares, confuses et contradictoires, même celles de la Finlande, où la lutte continue sans résultat appréciable. A Kief, la situation est inchangée, les maximalistes sont toujours maîtres de la ville. Le calme semblerait se rétablir.

Des pogroms antijuifs ont eu lieu, neuf cents maisons ont été pillées.

Dans la région du Don, la situation des maximalistes s'améliore. Les cosaques ont subi quelques échecs.

En Pologne, les maximalistes ont réussi également à désarmer certains détachements polonais. Par contre, Odessa qui est menacée par les Roumains, est dans une situation précaire. Dimanche, des désordres sanglants ont éclaté à la suite d'une révolte des cosaques volontaires. L'artillerie des navires de guerre est entrée en action pour soutenir les troupes du Soviet qui auraient réussi à réprimer le mouvement. On compte de nombreuses victimes.

M. Trotsky s'étonne de la rupture
d'armistice

STOCKHOLM, 17 février. — On télégraphie de Petrograd que M. Trotsky vient d'adresser au gouvernement allemand une note dans laquelle il exprime son étonnement de la rupture de l'armistice et sollicite des explications.

M. Trotsky se demande si la décision de l'Allemagne n'est pas le résultat d'une erreur. Il rappelle, en effet, qu'en vertu de l'accord conclu le 15-28 décembre 1917, entre la Russie et les puissances centrales, la dénonciation de l'armistice devait être faite non pas deux jours, mais sept jours à l'avance et demande des éclaircissements par voie radiotélégraphique sur ce malentendu.

M. Kerensky serait à Christiania

PETROGRAD, 12 février (Retardé en transmission). — Le comité de lutte contre les contre-révolutionnaires est informé que M. Kerensky se trouve à Christiania.

Un groupe de représentants des internationalistes de gauche, dont Mme Kolontai, commissaire de l'Assistance publique, partira prochainement pour l'étranger. (Havas.)

Le mécontentement grandit en Pologne

BALE, 17 février. — Le *Lokot Anzeiger*, du 15 février, écrit :

« Une grande surexcitation règne à Varsovie. Des troupes à pied et à cheval font des patrouilles dans les rues. Le bruit court que les ouvriers et les étudiants préparent une manifestation. »

Les journaux ont paru encadrés de deuil à l'occasion de la paix de l'Ukraine.

Les journaux de Cracovie ont tous publié un appel au comité composé de tous les partis polonais, demandant une journée de grève générale le 18 février, pour protester contre l'enlèvement de la région de Cholm concédée à l'Ukraine. »

Les Allemands vont prendre
l'offensive en Ukraine
contre les troupes maximalistes

AMSTERDAM, 17 février. — Une dépêche d'Allemagne adressée au *Tijd*, annonce que les milieux bien informés de Berlin considèrent comme inévitable la reprise de la guerre contre l'armée russe transformée en garde rouge. Des troupes allemandes ont déjà été concentrées en Ukraine ; elles attaqueront probablement les bolcheviks la semaine prochaine.

Prise par les maximalistes
de Simferopol en Crimée

PETROGRAD, 7 février. — (Source maximaliste, retardée dans la transmission). — Après une bataille entre les matelots de la garde rouge et les troupes tatars, la ville principale de Crimée, Simferopol, a été prise. La cathédrale est endommagée, les Tatars sont en fuite. Les troupes d'ouvriers et de matelots reconnaissent seulement l'autorité du Soviet, qui a été acclamé.

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — Nuit marquée par une assez grande activité des deux artilleries dans la région de Chavignon, à l'est de Reims et en Champagne.

Un coup de main ennemi à l'est d'Auberive n'a pas donné de résultat.

Nuit calme sur le reste du front.

23 HEURES. — Actions d'artillerie assez vives entre la Miette et l'Aisne, sur le front du bois Le Chaume et en Haute-Alsace.

Au sud de Metzeral, nous avons repoussé un coup de main ennemi.

Journée calme partout ailleurs.

Front britannique

13 HEURES. — Pendant la nuit, nos patrouilles, au nord-est d'Hargicourt, ont ramené quelques prisonniers.

Aucun événement important à signaler, en dehors de l'activité de l'artillerie ennemie vers Passchendaele.

UNE ALERTE A PARIS

A 21 h. 40, des bruits de moteurs suspects ont été entendus par nos postes de surveillance dans la région Nord-Est. L'alerte n° 2 a été donnée et les mesures de précaution ont été immédiatement prises.

A 22 h. 30, les bruits de moteur avaient cessé.

Aucun jet de bombe n'était constaté et l'alerte prenait fin à 23 heures.

(Communiqué officiel).

Le raid d'avions allemands
sur l'Angleterre

LONDRES, 17 février. — Il se confirme que la nouvelle incursion des gothas sur Londres n'a causé que peu de dégâts et la population est demeurée très calme.

D'autre part, un communiqué du commandant des forces de la métropole dit que les avions ennemis étaient au nombre de six environ, que tous ont été repoussés à l'exception d'un seul, qui a pu franchir les défenses, et qui a lancé une bombe seulement dans le district Sud-Ouest. Cette bombe a détruit une maison, ensevelissant un officier malade, sa femme et deux enfants.

Ce même avion, avant de franchir les défenses, a lancé plusieurs bombes dans les environs est de Londres, mais il ne fit aucune victime, causant seulement quelques dégâts.

24 avions allemands
sont abattus
en un jour par les Anglais

400 bombes ont été lancées par l'aviation britannique sur des aérodromes de Belgique

OFFICIEL BRITANNIQUE (21 h. 15). — Ce matin, les Allemands ont exécuté un coup de main sur un de nos postes à l'ouest de la Bassée. Trois de nos hommes ont disparu. Un autre coup de main ennemi, vers Poelcappelle, a été complètement repoussé. Quelques prisonniers sont restés entre nos mains et de nombreux Allemands ont été tués dans nos réseaux de fils de fer.

L'artillerie allemande a été plus active que de coutume, pendant la journée, dans les secteurs de Saint-Quentin, de Lens et d'Armentières, ainsi qu'au nord-est d'Ypres. Le temps, hier, a été très beau et la visibilité excellente. Nos pilotes ont exécuté des réglages d'artillerie et pris des photographies des lignes arrière allemandes et d'aérodromes.

Ils ont bombardé et mitraillé, pendant toute la journée, des cantonnements, gares et troupes ennemies. Une grosse pièce a été également prise à partie et, au cours de la journée, plus de cinq tonnes et demie de projectiles ont été lancés sur divers objectifs.

Les deux aviations de combat ont été très actives. Les Allemands ont fréquemment attaqué nos appareils de bombardement, de photographie et de réglage. Quatorze avions allemands ont été abattus en combats aériens et sept autres contraints d'atterrir désemparés. Deux autres appareils ont été abattus par nos canons spéciaux. L'un d'eux, qui était un grand aéroplane de bombardement avec quatre hommes d'équipage, est tombé dans nos lignes. Les quatre aviateurs ont été faits prisonniers. Nous avons également fait prisonniers les occupants d'un vingt-quatrième appareil, qui a été obligé d'atterrir près d'un de nos aérodromes.

Cinq des nôtres ne sont pas rentrés.

Dans la nuit du 16 au 17, nos pilotes ont jeté 400 bombes sur les aérodromes allemands des régions de Gand, Tournai et Laon. Ils ont également, volant à faible altitude, bombardé avec succès la gare et les voies de garage de Conflans (25 kilomètres ouest de Metz). Des éclatements ont été observés sur les voies de garage.

Tous nos appareils sont rentrés indemnes.

Une exécution à Vincennes

Le soldat Margolin, qui, arrêté pour désertion, avait été à coups de revolver, à Pantin, la gendarmerie Boussedayne et blessé cinq policiers, a été passé par les armes, ce matin, à Vincennes.

Son complice Pygmalion a eu sa peine commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

NOUVELLES BRÈVES

Le général Fayolle reçu par M. Clemenceau. — Le président du Conseil a reçu hier matin le général Fayolle, revenant d'Italie.

La matinée nationale à la Sorbonne. — Hier, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, le général Maiterle a prononcé une patriotique allocution très applaudie.

Un ancien député espagnol
victime d'un attentat

MADRID, 17 février. — On mande de Valence que l'ex-député radical Rodrigo Soriano, propriétaire du journal *Espana Nueva*, a été l'objet d'une tentative d'assassinat. M. Soriano se trouvait en voiture avec deux de ses amis lorsqu'il fut attaqué par un individu qui tira sur lui deux coups de revolver qui l'atteignirent en plein visage.

Les blessures de M. Rodrigo Soriano sont très graves. Les balles lui ont fracassé le menton et sont sorties par la nuque, produisant de très graves lésions à la gorge.

M. Rodrigo Soriano se présentait à la candidature républicaine indépendante du district de Valence.

Le parti radical
et l'Alsace-Lorraine

Réuni, hier, sous la présidence de M. Ch. Debierre, sénateur, le comité exécutif du parti radical et radical-socialiste a décidé, sur l'invitation de M. Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., de s'associer à une conférence d'ordre économique à laquelle participeront la Ligue des Droits de l'Homme et le parti socialiste unifié.

Par acclamations, le comité exécutif a voté une motion présentée par M. Gesinger, secrétaire du parti radical, affirmant, conformément à la plus pure tradition républicaine, que le désir de l'immense masse de la démocratie française est de voir les Alsaciens et les Lorrains reprendre simplement et sans plébiscite, au foyer français, la place qui leur est due, qu'ils n'ont jamais cessé de réclamer et qui ne leur a été enlevée que par la force.

La restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France constitue le symbole de la victoire du droit.

Le comité exécutif a également voté une motion de protestation contre la mutilation nouvelle dont la Pologne vient d'être l'objet à Brest-Litovsk.

Le vote de la commission
des résolutions
du Congrès socialiste

La réunion de la commission des résolutions du Congrès national socialiste s'est prolongée jusqu'à minuit.

L'accord s'est finalement fait, assure le *Petit Parisien*, en ce qui concerne la politique extérieure, sur un texte conforme au memorandum anglais amendé sur plusieurs points : colonies allemandes et visées impériales.

Pour l'Alsace-Lorraine, le texte adopté a été rédigé par M. Renaudel. Il est conforme aux principes énoncés dans la réponse au questionnaire, c'est-à-dire qu'il revendique hautement le droit de la France sur les provinces qui lui ont été arrachées par la violence, mais accepte que la désannexion soit suivie d'un référendum sous l'égide de la Société des Nations.

Sur les questions de politique intérieure, notamment le vote des crédits, majoritaires et minoritaires restent sur leurs positions respectives et il est probable que deux motions se trouveront en présence au conseil d'aujourd'hui, ce qui fait prévoir un débat assez vif.

Un mouvement judiciaire

Par décrets rendus sur la proposition du garde des Sceaux, sont nommés :

Conseiller à la cour de cassation, M. Guiral ; premier président de la cour d'appel d'Orléans, M. Duvaux ; président du tribunal de Rouen, M. Deuve ; conseiller à la cour de Rouen, M. Brehon ; président du tribunal des Andelys, M. Purnot ; premier président de la cour de Poitiers, M. Marquet ; procureur général près la cour de Paris, M. Drouot ; juge au tribunal de 1^{re} instance de la Seine, M. Bonin ; substitut du procureur de la République près le même tribunal, M. Boudichy ; procureur de la République à Chartres, M. Laronze ; juge suppléant au tribunal de 1^{re} instance de la Seine, M. Ayraut ; conseiller à la cour de Paris, M. Bourdeaux ; juge au tribunal de 1^{re} instance de la Seine, M. Ternier ; juge à Nice, M. Prevé.

LES POURSUITES
CONTRE LES DEUX OFFICIERS

Elles furent principalement motivées par un oubli de documents dans une voiture publique.

On nous communique la note suivante : Par décret en date du 16 février 1918, le général Denivignes, attaché militaire à Madrid, est relevé de ses fonctions.

Le lieutenant de Lévis-Mirepoix, adjoint à l'attaché militaire à Madrid, est remis à la disposition de son arme.

Il s'agit des deux officiers dont parlait la note que nous avons publiée hier et contre lesquels est décerné un ordre d'informier devant le 4^e conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris, en vertu de la loi de 1886 sur l'espionnage.

Voici, d'après le *Petit Parisien*, quels seraient les faits reprochés au général Denivignes et au lieutenant de Lévis-Mirepoix :

« En raison de leur situation, ces deux officiers étaient à même de connaître certains documents diplomatiques et politiques ne pouvant présenter d'ailleurs aucun intérêt pour les ennemis de la France, mais dont le caractère était cependant confidentiel. »

« Au cours de conversations, ces deux officiers auraient, paraît-il, parlé de ces documents à plusieurs personnes dont l'honorabilité est au-dessus de tout soupçon, mais qui n'étaient cependant pas qualifiées pour recueillir de pareilles confidences. »

Ajoutons que l'on reprocherait en outre au lieutenant de Lévis-Mirepoix d'avoir égaré dans un taxi-auto, à Paris, des documents confidentiels qui lui avaient été remis par le général Denivignes.

Ces faits constituent des négligences graves mais ne permettent nullement de mettre en cause le patriotisme des deux officiers en question.

Néanmoins, M. Clemenceau a voulu faire un exemple. Une peine disciplinaire n'ayant pas une portée suffisante, il a décidé de traduire le général Denivignes et le lieutenant de Lévis-Mirepoix devant le conseil de guerre.

L'instruction de cette affaire serait confiée au commandant Saillard, commissaire rapporteur.

Un avion allemand
atterrit à Vaudois

Un avion allemand du type Rumpler a atterri, hier, dans la commune de Vaudois, près de Rozay-en-Brie.

L'appareil ennemi, pris en chasse par trois avions français, ayant son réservoir à essence traversé par une balle, avait été contraint de chercher un terrain d'atterrissage. Les deux aviateurs qui le montaient — un lieutenant et un sergent — ont été faits prisonniers. L'appareil est assez endommagé.

LES RÉSULTATS SPORTIFS

CYCLISME

Au Vélodrome d'Hiver. — Résultats : Prix de la Passerelle (scratch 750 mètres). — Séries gagnées par Beyl, Lorain, Larue, Badenas, Deschamps, Chardon, Simonis et J. Pailard. — Finale : 1. Larue, 2. Lorain, 3. Chardon, 4. Beyl.

Match Ellegard-Sergent. — Sergent gagne la seconde manche et la belle.

Match Contenet-Lavalade (derrière motos). — Première manche (15 kil.) : 1. Contenet, en 12'30"1/5 ; 2. Lavalade, à 255 mètres. Deuxième manche (25 kil.) : 1. Contenet, en 21'19" ; 2. Lavalade, à 250 mètres.

Brassard-poursuite. — Berthet rejoint Alavoine après 5 kil. 380 m., en 7'16"1/5.

Grand Handicap de 3.000 mètres. — 1. Larue (5 m.), 2. Lorain (25 m.), 3. Charrondière (125 m.), 4. Jean-Pierre (100 m.), 5. Rohrbach (150 m.).

Match Daragon-Pélessier (derrière landams). — Première manche (15 kil.) : 1. Daragon, en 18'11"4/5 ; 2. Pélessier, à 100 mètres. Deuxième manche (20 kil.) : 1. Daragon, en 28'23"1/5 ; 2. Pélessier, à 10 centimètres.

FOOTBALL ASSOCIATION

La Coupe Nationale (U.S.F.S.A.). — Equipes premières. — Poule des premiers : C.A.S. Générale et A.S. Française font match nul, 0 à 0 ; Gallia Club bat Racing Club par forfait ; Raincy Sports bat S.C. Choisy-le-Roi, 3 à 0. — Poule des derniers : C.A. XIV bat Standard A.C., 2 à 1 ; U.S.A. de Clichy bat P.U.C., 4 à 3.

Challenge de la Renommée (L.F.A.). — Equipes premières. — Groupe des premiers : C.A. de Vitry bat U.S. Suisse par 2 buts à 0 ; Olympique bat C.A. Boulonnais, 4 à 3 ; Club Français et C.A. de Paris font match nul, 4 à 4.

Les Challenges de la F.G.S.P.F. — Finale des premiers : Avenir de Gentilly bat Société de Sonis, 9 à 0 ; J.A. Drancy bat S.G.S. du Bourget, 4 à 2.

FOOTBALL RUGBY

Les Zélandais battent les Français. — Au Parc des Princes, les soldats néo-zélandais ont triomphé de l'équipe de l'armée française par 15 points à 9.

CROSS-COUNTRY

Le Championnat interscolaire. — Dans les bois de Saint-Cloud s'est disputée cette épreuve. Résultats :

1. Dandelot (Condorcet), 7 k. 500 en 28 m. 48 s., 2. Comoy ; 3. Desbordes ; 4. Maître ; 5. Bauer ; 6. Mout ; 7. Thiberville ; 8. Houin ; 9. Dubois ; 10. Maillard.

HOCKEY

La Coupe de Paris (U.S.F.S.A.). — C.S. de Paris bat C.A. XIV ; Stade Français par 6 buts à 4.

Communiqués

Le *Tord-Boyan*, journal du front, publie dans son numéro 18 un appel en faveur des Orphelins de la guerre, demandant seulement qu'on lui fasse connaître les adresses des familles dont le chef est tombé pour la France. Le collaborateur du *T.B.* se charge de les faire inscrire à une œuvre ou, sans aucune préoccupation confessionnelle, on s'occupe de leur sort en leur assurant, tout d'abord, une allocation de 8 francs par mois et par enfant. Il suffit d'envoyer les adresses au *Tord-Boyan*, S. O. 140.

LE "TIP" remplace le Beurre

2 fr. 10 le 1/2 kilo chez tous les M^{rs} de Comestibles Expéditions Provinces (par poste) domicile contre mandat : 2 kilos 9 fr. 55 ; 4 kilos 18 fr. 45. AUG. PELLERIN, 82 r. Rambuteau, Paris.

